

Relations Nord-Sud

de voir la réalité d'aujourd'hui uniquement à travers le prisme de la langue.

Beaucoup de mes homologues que j'ai eu l'honneur de rencontrer au cours de mes voyages, un grand nombre des gouvernements des pays participants, et qui sont membres à part entière de l'Agence, me l'ont répété à plusieurs reprises. Plusieurs de ces pays-là ont à peine 2 ou 3 p. 100 de leur population qui parlent le français. Donc ce serait une grave erreur que d'essayer de voir la réalité uniquement à travers ce prisme de la langue. C'est dans la mesure où la langue sera surtout un moyen qui nous permettra de communiquer, de nous rapprocher, que nous pourrions élargir, enrichir et approfondir ces relations qui doivent se développer et s'épanouir dans tous les secteurs.

D'autre part, nous ne devons pas oublier que cette francophonie internationale a vraiment pris racine dans les nombreuses associations francophones privées dont certaines datent d'une quarantaine d'années. La plupart d'entre elles avaient une base professionnelle, comme l'Association internationale des parlementaires de langue française, l'AIPLF, dont j'ai eu l'honneur d'être le délégué pour les Amériques, ou encore l'Institut de droit d'expression française, l'IDEF, qui tiendra son quatorzième congrès à Montréal en septembre à l'invitation conjointe de mon collègue le ministre de la Justice du Canada (M. Chrétien) et du ministre québécois de la Justice. D'autres se sont regroupés en fonction de buts communs dont, par exemple, l'association des universités partiellement ou entièrement de langue française, l'AUPELF, qui tiendra également cette année son congrès à Québec et à Ottawa en septembre, ou encore le Conseil international des radios-télévisions d'expression française, le CIRTEF, créé à Montréal en 1978 sur une initiative du gouvernement canadien. Le CIRTEF regroupe la majorité des radio-télédiffuseurs francophones à travers le monde.

● (2020)

Le gouvernement canadien évidemment accorde financièrement son appui à un bon nombre de ces associations qui, ou bien sont d'inspiration canadienne, ou encore comptent sur une participation canadienne importante. Au moment où la coopération entre les peuples et les cultures s'élargit sans cesse, les organisations internationales non gouvernementales prennent une importance croissante et nos contributions financières se veulent un encouragement tangible aux divers groupes de Canadiens qui participent activement aux activités internationales.

En même temps que se tissait cette nouvelle forme de coopération multilatérale, le Canada établissait avec tous les pays francophones des rapports diplomatiques et progressivement nous avons mis en place également un programme de coopération qui bientôt, je l'espère, atteindra sa maturité et sa vitesse de croisière. Il en sera également de même avec tous les échanges de tous les niveaux, qu'ils soient d'ordre commercial, économique, social, culturel, et pour couronner cette démarche de rapprochement basé sur la connaissance et la coopération avec ces divers pays, il sera, bien sûr, tout à fait naturel qu'en bout de course nous puissions arriver à une concertation entre nos pays dans divers domaines qui intéressent le rapprochement dans le monde et le maintien de la paix sur cette planète.

Quels sont en fait les buts que nous poursuivons dans nos relations bilatérales avec ces pays, particulièrement avec ceux

de l'Afrique, pour lesquels j'ai personnellement une affinité particulière? Le premier m'apparaît évident: Il s'agit pour le Canada d'affirmer et de manifester sa personnalité française autant pour son intérêt que pour l'épanouissement et l'enrichissement culturel que procure le contact des autres. C'est une entreprise, devrais-je le redire, qui engage notre pays dans son ensemble, il s'agit pour nous d'établir aussi évident: Venir en aide à des pays que l'on retrouve parmi les plus démunis du monde. C'est notre devoir de le faire, c'est aussi notre responsabilité au sein de la communauté des nations.

Le troisième objectif est de poursuivre les intérêts du Canada dans les aspects primordiaux liés à des facteurs politiques, sociaux, économiques et commerciaux. Enfin, comme corollaire, il s'agit pour nous d'établir avec tous ces pays des relations aussi étendues et variées que possible. En qualité de conseiller du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les relations avec les pays francophones, il me plaît d'apporter des précisions sur l'état de nos relations avec ces pays et sur les perspectives d'avenir.

J'ai déjà effectué au nom du secrétaire d'État des voyages officiels en France, en Belgique et surtout dans un grand nombre de pays d'Afrique. En janvier dernier par exemple, un voyage m'amena au nom du gouvernement canadien à représenter notre pays et faire valoir nos intentions d'amitié et de coopération dans quatre pays du Sahel, c'est-à-dire le Mali, la Haute-Volta, le Niger et la Côte-d'Ivoire. Je reviens d'ailleurs d'un voyage officiel en Guinée et au Gabon la semaine dernière.

Je puis dire toute l'admiration et l'estime que ces pays portent envers le Canada et les Canadiens. Partout, peu importe les pays où j'ai eu l'honneur de représenter mes compatriotes, il y avait une telle sympathie pour le Canada, parce que tous ces pays reconnaissent que ni par tradition ni par l'histoire ni par le tempérament les Canadiens n'étaient intéressés à avoir quelque zone d'influence, n'étaient intéressés à autre chose qu'à exprimer d'une façon concrète leur solidarité envers leurs frères les hommes. L'aide canadienne qui se chiffre à l'heure actuelle à environ 150 millions de dollars par année seulement dans l'Afrique francophone est appréciée parce que, comme je viens de le dire, elle est sans arrière-pensée, sans entrave et parce qu'elle répond aux besoins prioritaires et définis par les gouvernements avec qui nous voulons entretenir des relations étroites. De ce fait, administrée par des représentants et des experts canadiens d'une très grande compétence, l'aide canadienne est jugée dans tous ces pays comme étant très efficace. A cette aide canadienne bilatérale, il convient d'ajouter une partie appréciable de notre contribution importante aux organismes multilatéraux et régionaux qui œuvrent en Afrique. C'est ainsi que, par exemple, le Canada a été longtemps le participant le plus important aux fonds africains de développement, et aujourd'hui je crois que nous détenons la deuxième ou troisième place en importance à la suite de notre contribution à tout le continent africain.

J'ai aussi constaté l'état de franchise et d'amitié chaleureuse qui marquent nos rapports avec ces pays. Là où je me suis rendu comme certains de mes prédécesseurs, les conversations ont été ouvertes et constructives. L'avis de même que l'appui du Canada sont partout sollicités et recherchés. Les rencontres que j'ai eues avec chaque chef d'État de ces pays amis, et la semaine dernière avec le président Ahmed Sekou Touré de la